

# Une force tranquille à la tête de la Défense

- 21.03.2026
- Le Temps
- Yan Pauchard

BILAN Martin Pfister était une page blanche lors de son élection au Conseil fédéral. Si le Zougais a suscité des critiques sur sa gestion des F-35 et son projet de hausse de la TVA, il a su s'imposer par son calme et son écoute. Retour sur la première année du ministre Martin Pfister s'impose peu à peu comme le Sisyphe de la politique suisse. Ce vendredi, encore une fois, face aux médias, le conseiller fédéral chargé du Département de la défense (DDPS) a déroulé les mises en garde qu'il répète inlassablement depuis son entrée en fonction il y a une année au 1er avril 2025. Ôui, la sécurité en Europe s'est dégradée depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, véritable «césure dans le domaine de la politique de sécurité».

Oui, la Suisse est directement concernée par la montée des menaces. Et donc, l'armée a un besoin urgent de davantage de moyens. Cette fois, le centriste présentait le message sur l'armée 2026. Un passage obligé. Le Conseil fédéral soumettra au parlement une demande de crédits d'engagement pour un total de 3,4 milliards de francs, avec une priorité mise sur la défense contre les menaces aériennes telles que les drones et la cybersécurité.

« Une autre stratégie de communication C'est la troisième fois depuis le début de l'année que Martin Pfister vient devant la presse, flanqué de son chef de l'armée, Benedikt Roos, et de son directeur général de l'armement, Urs Loher. C'est beaucoup. Le centriste communique, prend soin d'expliquer, et pas seulement à destination du grand public. Il emmène ainsi souvent des parlementaires avec lui, comme en décembre dernier lors d'un voyage sur la base aérienne de Florennes en Belgique, ou la semaine prochaine en Finlande et en Pologne. /Le changement est à souligner dans un département où le silence a longtemps servi de stratégie de communication.

La grande silhouette du Zougais de 62 ans - il mesure 1m 90- est devenue familière dans la Berne fédérale. Difficile d'imaginer qu'il y a encore une année, il y était un parfait inconnu. Lors de son élection au gouvernement, le 12 mars 2025, il demeurait une page blanche. Beaucoup s'interrogeaient sur la capacité de cet historien de formation, entré en politique à l'âge de 43 ans, de reprendre en main un département secoué par les crises et les départs, qu'un éditorial du Temps comparait alors à «un empire au bord de l'implosion». Mais le nouveau ministre de la Défense prend rapidement ses marques.

Il frappe les esprits en engageant dans son secrétariat général Robert Scheidegger, du Contrôle fédéral des finances, l'une des voix les plus critiques envers le DDPS. Pressé, Martin Pfister n'attend pas les habituels cent jours pour présenter ses priorités aux médias sur la place d'armes jurassienne de Bure. Pour la photo, il n'hésite pas à monter sur un char Leopard. Une image forte. En une année, il semble en tout cas avoir su nouer des liens solides avec les membres de la Commission de la politique de sécurité (CPS) du Conseil national.

«Martin Pfister a très vite pris ses dossiers en main. Il a également établi une relation de confiance avec le parlement au-delà des clivages politiques», assure le centriste bernois Reto Nause, également président d'Alliance Sécurité Suisse. RETO NAUSE, CONSEILLER NATIONAL (LE CENTRE/BE) L'UDC schaffhousois Thomas Hurter décrit un homme «accessible et à l'écoute» qui «ne cache pas ce qui ne marche pas». La PLR vaudoise Jacqueline de Quattro, présidente de la CPS, se sent plutôt rassurée par ce ministre «qui sait exposer les problèmes, prendre des décisions claires en toute transparence». La personnalité de Martin Pfister séduit y compris à gauche.

«Il fait un travail sérieux, on sent chez lui une envie de bien faire», souligne le Vert fribourgeois Gerhard Andrey. Dans son entourage, on confie que Martin Pfister se sent investi d'une grande responsabilité envers la population face aux menaces. Ce dernier a été très impressionné par ses rencontres avec des responsables politiques d'Europe de l'Est, dont l'Estonienne Kaja

Kallas, la cheffe de la diplomatie européenne. L'héritage Viola Amherd Mais pour l'heure, Martin Pfister a surtout été appelé à réparer les pots cassés sur des dossiers lancés par ses prédécesseurs: drones israéliens incapables de voler en cas de brouillard ou de givre, retards de livraison pour les systèmes sol-air Patriot et surtout surcoûts pour les F-35.

C'est là que les premières critiques apparaissent sur son action. Le 13 août 2025, le conseiller fédéral doit reconnaître, un peu penaud, qu'il est sorti bredouille d'un appel téléphonique avec son homologue américain Pete Hegseth, au sujet du désormais fameux «malentendu» sur le prix fixe des F-35. Cette attitude résignée fâche le socialiste Pierre-Alain Fridez, auteur de deux ouvrages sur le sujet. «Il aurait dû taper du poing sur la table, demander des comptes aux Américains, regrette le Jurassien. Là, c'est, circulez, il n'y a rien à voir.

Martin Pfister reste fragilisé par le passé du département, qui devient son passif.» Le Vert Gerhard Andrey partage l'appréciation que le Zougois a raté une opportunité. «Il avait une occasion unique pour rompre avec l'héritage Amherd: le prix fixe du F-35, qui n'ajamais été fixe, analyse le Fribourgeois. Il aurait pu remettre en question ce bombardier furtif de l'OTAN, inadapté à la police du ciel tout en nous liant pieds et poings aux Etats-Unis, et miser au moins sur une stratégie à deux flottes. Il n'a pas saisi cette chance.

C'est une erreur qui finira par le rattraper.» De son côté, Jacqueline de Quattro appelle à ne pas sous-estimer cette «force tranquille». «Martin Pfister est constant, d'autant plus crédible qu'il est posé, calme, avançant des arguments chiffrés», observe la Vaudoise pour qui «plus les enjeux vont croissant, plus le Zougois monte en puissance». Les prochains mois du ministre de la Défense promettent néanmoins d'être compliqués. Son premier grand projet - une hausse de 0,8% de TVA sur dix ans pour la création d'un fonds de 31 milliards de francs en vue de financer les achats d'armement - semble d'ores et déjà voué à l'échec.

Acceptée par le Conseil fédéral, la proposition suscite une telle levée de boucliers, tant à gauche qu'à droite. «La guerre impose de nouvelles priorités» Ancien pilote de chasse et instructeur aux forces aériennes, Thomas Hurter souhaite donner davantage de moyens à l'armée, mais n'est pas prêt à signer des chèques en blanc. «Je suis ouvert à la discussion, mais Martin Pfister doit également avoir le courage de prendre des mesures d'économies à l'interne», appuie l'UDC. Ce dernier évoque les services de communication du DDPS, qui emploient plus de 100 personnes, le projet RIGI, soit le montage de quatre F-35 en Suisse, qui «coûte cher et apporte peu», ou encore l'assainissement du dépôt souterrain de munitions à Mitholz (estimé à 2,6 milliards), qui pourrait être retardé selon lui. «Le retour de la guerre impose de nouvelles priorités», insiste Thomas Hurter.

Pour l'heure, sous la Coupole, Martin Pfister ne peut compter que sur son propre parti pour le soutenir dans sa stratégie. «C'est le premier conseiller fédéral qui, après plus d'un quart de siècle, parvient à obtenir du gouvernement fédéral la décision d'investir 31 milliards supplémentaires dans nos capacités de défense, plaide Reto Nause. Reste à voir s'il parviendra à faire adopter ce financement au parlement. Mais il fait son travail. Et vu le monde qui est en feu, il a certainement le job le plus difficile de Suisse.

»k «Vu le monde qui est en feu, il a certainement le job le plus difficile de Suisse».